

**Traitement des déchets nucléaires: les moyens de  
recherche du CEA doivent être renforcés**

Le gouvernement "doit renforcer les moyens" accordés au Commissariat à l'énergie atomique pour la recherche en matière de traitement et de recyclage des combustibles nucléaires usés, estime l'OPECST, une structure au sein du Parlement chargée d'éclairer ses décisions.

Cette mesure figure parmi une dizaine de "recommandations" faites par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) dans un rapport sur "l'évaluation du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs" 2016-2018 présenté jeudi à la presse.

"Nous avons dans cette technique du retraitement et du recyclage une position dominante au niveau mondial", a déclaré le député PS du Nord Christian Bataille, au cours d'une conférence de presse au côté du sénateur UDI de la Meuse, Christian Namy, en présentant leur rapport.

"Le retraitement et le recyclage des combustibles usés doit être poursuivi mais il convient plus que jamais de renforcer l'effort de recherche", a souligné M. Bataille.

"L'effort pour la mise en place de filières de valorisation de certains déchets très faiblement radioactifs doit être poursuivi, en particulier en ce qui concerne les déchets métalliques", estime l'OPECST.

L'Office demande également au gouvernement de "prévoir les moyens nécessaires" à la poursuite des travaux de recherche et d'étude sur le réacteur Astrid, un réacteur de quatrième génération.

"Nous sommes inquiets de constater que les moyens de recherche sont plutôt à la baisse alors qu'il faudrait peut-être accélérer le processus de développement d'une nouvelle génération de réacteurs à neutrons rapides qui permettront de compléter le dispositif", a déclaré M. Bataille.

L'OPECST "réaffirme" par ailleurs "son soutien à la mise en oeuvre" dans les délais prévus de Cigéo, le site d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (Meuse). Selon lui, "le stockage géologique profond est la meilleure option pour les déchets ultimes de haute et de moyenne activité à vie longue" et le projet Cigéo "est la seule option pour assurer la sûreté passive à long terme".

Ce projet, qui vise à enfouir à 500 mètres sous terre les déchets nucléaires les plus radioactifs ou à vie longue du parc français, fait l'objet d'une guérilla juridique entre l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) et les opposants.

|        |   |
|--------|---|
| Source | <a href="https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/traitement-des-dechets-nucleaires-les-moyens-de-recherche-du-cea-doivent-etre-renforces_111168">https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/traitement-des-dechets-nucleaires-les-moyens-de-recherche-du-cea-doivent-etre-renforces_111168</a> |
|--------|---|